

«Lost in translation»

L'ANGLICISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AUX PAYS-BAS

31

Soudain, cela va extrêmement vite aux Pays-Bas. L'anglicisation de l'enseignement supérieur se réalise à un rythme effrayant, et il est d'ailleurs curieux que les premières réactions se manifestent seulement maintenant dans la société. Il existait bien déjà un certain émoi sous-jacent, et des locuteurs inquiets avaient bien exprimé leur mécontentement, mais cela restait jusqu'en juin 2015 des ronchonnements en marge. Pas de quoi, en tout cas, bouleverser les foules. Maintenant, si. Le déroulement de tout ce processus mérite une attention particulière dans le contexte européen d'aujourd'hui.

De «Le néerlandais, sauf si ...» à «L'anglais, sauf si ...»

L'impulsion initiale à l'anglicisation massive qui se propage maintenant irrésistiblement a été donnée, en fait, en 2003 par le rapport *Nederlands, tenzij ...* (Le néerlandais, sauf si ...) de la *Commissie Nederlands als Wetenschapstaal* (Commission sur le néerlandais comme langue scientifique) de la *Koninklijke Nederlandse Academie van Wetenschappen* (KNAW - Académie royale des sciences des Pays-Bas)¹. La teneur de ce rapport rend parfaitement l'état d'esprit dans lequel s'inscrit l'anglicisation actuelle, comme l'illustre l'extrait suivant de la conclusion: «L'avènement d'une *lingua franca* unique à l'échelle mondiale présente d'énormes avantages, surtout dans le domaine de la connaissance. Pas seulement dans les disciplines scientifiques, mais aussi dans les disciplines littéraires ou les sciences humaines. C'est pourquoi il faut encourager l'usage de l'anglais *sans rancune et avec entrain*». Le lecteur français ne manquera pas de remarquer avec quelle franchise la «perte d'importance» du néerlandais est rationalisée. D'ailleurs, le titre du rapport ne laisse aucun doute à cet égard: *Nederlands, tenzij ...* signifie: le néerlandais est la langue véhiculaire de l'enseignement supérieur, sauf s'il se trouve dans l'auditoire une personne ne connaissant pas la langue. Avec la nouvelle formule, la langue du pays est reléguée d'un seul coup au rang de langue des petites choses de tous les jours, impropre à l'usage scientifique universitaire.

Le monde académique a tout de suite pris ce message à cœur. Et à partir des cercles universitaires, il s'est même transmis, avec un prosélytisme typiquement néerlandais, au reste de l'Europe. Abram de Swaan, sociologue néerlandais renommé, affirmait dans son livre retentissant *Woorden van de wereld. Het mondiale talenstelsel* (Les Mots du monde. Le système global des langues)² que toutes les nations de l'Union européenne

feraient mieux de se résigner à la suprématie de la langue anglaise, puisque: «Les Européens sont de plus en plus nombreux à avoir appris l'anglais, et le parlent comme une seconde langue. Ils l'utilisent pour les échanges internationaux, dans les affaires et en voyage, dans les sciences et la technologie». Ce message indique clairement que l'anglicisation de l'enseignement supérieur n'est pas un problème exclusivement néerlandais, mais doit faire l'objet d'une politique linguistique européenne. Le réflexe de pays pilote qui caractérise les Pays-Bas, habitués à prendre l'initiative en matière de politique linguistique, ne devrait-il pas faire réfléchir le reste de l'Europe?

Au départ, le rapport de la KNAW n'a suscité que peu de réactions. Les universités accueillirent la suggestion avec intérêt comme il ressort, entre autres, des propos symptomatiques tenus par M. Breimer, président de l'université de Leyde, dans l'hebdomadaire de l'établissement, *Mare*, du 13 mars 2003: «La règle de conduite est: l'anglais en cycle de master, là où c'est fonctionnel. Mais il faudra établir que des cours en néerlandais sont nécessaires». Le lecteur attentif sera frappé par le glissement essentiel qui s'est opéré ici: *Le néerlandais, sauf si ...* a été changé irréfutablement en *L'anglais, sauf si ...!* Ce glissement se manifeste aussi déjà très concrètement dans l'enseignement universitaire actuel aux Pays-Bas. Dans une réponse à l'occasion des questions parlementaires du 14 juillet 2015, il est écrit que, de 2009 à 2013, l'ensemble des matières enseignées en anglais est passé de 64% à 80% et que, dans les écoles supérieures, environ 15% de l'enseignement se fait déjà en anglais³. Et le processus se poursuit. Cela va réellement très vite maintenant. Là où l'anglicisation se limitait encore initialement aux masters, on constate que les cours de «bachelor» - pour la correspondance avec les programmes d'études en usage en France, nous utiliserons le terme de «licence» - sont, eux aussi, de plus en plus souvent donnés en anglais, d'ores et déjà à la *Technische Universiteit Delft*, à la *Technische Universiteit Twente*, dans les universités de Leyde, Maastricht, Groningue, Utrecht, Wageningen, à l'*Erasmus Universiteit* de Rotterdam. Par exemple, les paroles du président Karel Luyben de la *Technische Universiteit Delft*, lors d'un débat, le 9 mars 2015, sont significatives. Selon lui, l'enseignement en licence totalement en anglais n'est qu'une question de temps pour son université. Dans un récent article de la revue *Neerlandia*, le président Carel Stolker de l'université de Leyde écrit d'ailleurs aussi: «L'anglicisation de l'université ne peut être arrêtée. Nos «propres» étudiants de master reçoivent dans une mesure qui va croissant des cours en anglais, et cela sera bientôt le cas également pour de nombreux étudiants de licence»⁴.

Internationalisation et «souci du rendement» néerlandais

L'argument le plus souvent avancé pour promouvoir cette anglicisation est l'internationalisation de l'enseignement supérieur, entre autres du fait du succès extraordinaire des programmes Erasmus depuis un quart de siècle. En 2012 déjà, près de trois millions d'étudiants avaient bénéficié d'une mobilité internationale, et on suppose que ce nombre atteindra quinze millions en 2025. Ce sont surtout les pays de l'Union européenne possédant des langues moins répandues qui ont très rapidement ouvert la voie à l'introduction de l'anglais. De plus, les universités néerlandaises s'engagent dans un recrutement effréné d'étudiants sur le marché international parce que, aux Pays-Bas plus qu'ailleurs, l'idée économique d'une internationalisation irrésistible du marché de

l'enseignement a fait son chemin. Surfant sur ce «souci du rendement», les universités et les écoles supérieures néerlandaises veulent s'assurer leur part de ce marché aussi rapidement que possible, même si cela demande des sacrifices à leurs propres étudiants. Ou, comme l'a formulé de manière si frappante le président Luyben de Delft déjà cité: «Ce que je veux, c'est une véritable culture internationale à Delft. Les étudiants étrangers doivent s'y adapter, mais les Néerlandais aussi».

Cette internationalisation ressort aussi des changements rapides dans la composition du corps universitaire. La proportion de scientifiques et de professeurs internationaux ne cesse d'augmenter et, en outre, on porte davantage d'attention à la qualité scientifique du chercheur ou du professeur qu'à sa connaissance du néerlandais. Nombre de professeurs des universités néerlandaises sont non-néerlandophones et donnent leurs cours exclusivement en anglais. Ce qui vaut pour l'enseignement est vrai a fortiori pour les équipes de recherche. La recherche est de plus en plus menée dans le cadre d'accords de coopération internationale. C'est même déjà l'un des critères pour l'octroi de subventions. Celui qui dépose un projet de recherche avec une équipe internationale a plus de chances de le voir accepter, et la *lingua franca* de pareilles équipes est évidemment l'anglais. Par ailleurs, le financement de la recherche devenant plus maigre, les universités sollicitent de plus en plus souvent un financement international, ce qui se fait exclusivement en anglais. Cette course au profil international lucratif a été récemment renforcée par une motivation supplémentaire pour passer à l'anglais. À l'instar des prestigieuses universités américaines comme le MIT, Stanford, Harvard, etc., les universités néerlandaises, à l'initiative de Leyde et de la *Technische Universiteit Delft*, s'investissent énormément à l'heure actuelle dans les *Massive Open Online Courses* (MOOC), cours suivis dans le monde entier et offrant des formations universitaires complètes en ligne, en anglais. En 2014, l'université de Leyde a même ouvert l'année académique par une démonstration publicitaire sur les possibilités des MOOC pour l'avenir des universités.

Les universités et les écoles supérieures voient donc plus de raisons qu'il n'en faut pour passer à l'anglais. Et pas seulement pour les cours. C'est l'université dans son ensemble qui est anglicisée. Les signes avant-coureurs sont légion. À la *Technische Universiteit Delft*, l'ouverture des cours de l'année 2014 eut lieu pour la première fois en anglais et, en janvier 2015, suivit la première célébration en anglais de l'anniversaire de la fondation de l'établissement. Mieux, à l'occasion de la rentrée 2014 à la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam, le président déclara franchement: «À terme, l'anglais deviendra notre langue de communication, et je ferai ce speech en anglais». Dans les universités de Maastricht, Groningue, Amsterdam et Tilburg aussi, l'anglais est devenu entre-temps la langue véhiculaire.

Ce que cela signifie de manière précise est illustré sur le mode badin dans le chapeau d'un billet d'humeur d'Ad Verbrugge, dans le numéro de NRCDEWEEK du 29 juin 2015: «Dernièrement, je me trouvais à la *Tilburg University*, où je devais prendre part à une table ronde sur l'agitation dans les universités néerlandaises. Sur la façade du bâtiment où je devais me trouver cet après-midi-là trônait le nom *Dante Building*. À l'intérieur étaient accrochées des pancartes portant les indications *Ground Floor*, *Lecture Hall* etc. À la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam, on trouve encore «*you are at*» -

comme si une pancarte comme celle-là pouvait se trouver ailleurs⁵. La langue véhiculaire n'apparaît pas que sur des pancartes, on l'introduit aussi sur le lieu de travail. À l'université de Maastricht et à l'*Erasmus Universiteit Rotterdam*, une partie des réunions se tiennent déjà en anglais. Avec, bien sûr, des conséquences sur la gestion. Le Comité directeur de l'*Erasmus Universiteit Rotterdam* a même décidé d'imposer officiellement le bilinguisme comme norme dans la gestion de l'établissement. Ainsi peut-on lire dans une lettre au personnel: «Tous les documents importants sont publiés normalement en néerlandais comme en anglais. Le bilinguisme de l'ensemble du personnel tant administratif que de soutien est encouragé. Concrètement cela implique que l'université vous aide dans votre propre démarche pour atteindre le niveau de connaissance linguistique approprié à votre fonction; de la manière qui vous convient le mieux». Ainsi, l'enseignement supérieur néerlandais s'isole-t-il à vue d'œil de la société néerlandaise, du fait de sa politique linguistique. Les étudiants semblent, assez curieusement, ne pas en être perturbés. Ils croient manifestement, au pied de la lettre, que puisqu'ils vont en définitive travailler dans un environnement international, mieux vaut y être préparés.

À contre-courant

N'y a-t-il donc aucune réaction à cette introduction «quasi totalitaire» de l'anglais dans l'enseignement supérieur? C'est ce que vous vous demanderez maintenant, peut-être stupéfait. Bien sûr, mais la résistance ne s'est mise en place que très lentement aux Pays-Bas. Plus lentement qu'en Belgique par exemple, où le professeur de physique de l'université d'Anvers Jozef Devreese, dès 2008, dans le quotidien *De Standaard*, considérait le renforcement de l'anglais comme une mauvaise médication: «Le bon remède consiste à faire remonter l'excellence scientifique», écrivait-il. Et légalement, la Flandre avait mis par décret un frein respectable à la proportion de formations en langue anglaise, en la limitant, en 2003, à 20% de l'offre de programmes. Il convient d'ajouter ici qu'on a assoupli ce décret dès 2010, en portant la part de l'anglais pour la licence à 30 unités d'enseignement et en exigeant seulement, pour un master en anglais, qu'il existât en Flandre un module équivalent professé en néerlandais.

Aux Pays-Bas, la première réaction substantielle émana, comme on pouvait s'y attendre, de la *Nederlandse Taalunie* (Union linguistique néerlandaise)⁶, plus précisément du Conseil pour la langue et les lettres néerlandaises, dans la *Startnotitie Nederlands in het hoger onderwijs* (Note initiale: Le néerlandais dans l'enseignement supérieur) de juin 2013. Le signal d'alarme y est explicitement actionné quant à «l'usage décroissant de la langue néerlandaise dans l'enseignement». Cette note préparatoire aborde un certain nombre de points névralgiques de l'anglicisation radicale. En premier lieu naturellement, que celle-ci se fait aux dépens de la connaissance du néerlandais au niveau universitaire, et de l'acquisition du vocabulaire spécialisé en néerlandais. Concrètement: bientôt l'architecte diplômé ne pourra plus expliquer en néerlandais ordinaire ce qu'il attend des ouvriers, le sociologue ne parviendra plus à exprimer convenablement ses recommandations dans la langue du pays, pas plus que le médecin ne sera en mesure d'expliquer à son patient de quelle maladie il est atteint. En effet, l'abandon de la langue du pays au niveau universitaire va, de toute façon, conduire aussi à «une moindre

attention à un usage correct de la langue néerlandaise en général». En outre, le Conseil se demande si la focalisation exclusive sur les publications et opinions en langue anglaise est, à vrai dire, bien acceptable socialement, car on se prive ainsi de points de vue proprement néerlandais, ce qui crée un fossé funeste entre le monde universitaire et le citoyen néerlandais. Selon le Conseil, on peut attendre des universitaires, pour le moins, une citoyenneté active et «cela suppose une solide connaissance de la langue». Les établissements d'enseignement se posent trop peu de questions à ce sujet et explicitent trop rarement pourquoi le choix de l'anglais comme langue d'enseignement est tellement indispensable.

Cette première ébauche de critique sérieuse a été récemment suivie d'un *Manifest van het TaalCollectief* (Manifeste du collectif pour la langue néerlandaise)⁷ circonstancié et solide, paru sous une forme résumée dans le quotidien *NRC Handelsblad* du 27 juin 2015 et signé par des dizaines de professeurs d'université, de scientifiques et d'écrivains. À l'instigation, entre autres, du professeur et néerlandiste Frits van Oostrom, de l'écrivain Abdelkader Benali, du professeur d'Études européennes Paul Scheffer et du philosophe déjà mentionné Ad Verbrugge, ce manifeste s'élève violemment contre le «souci du rendement» économique évoqué ci-dessus qui «souvent se manifeste au détriment de la qualité de l'enseignement - prodigué dans un anglais approximatif, n'atteignant pas la limpidité et les nuances de la langue maternelle - alors qu'il n'y a peut-être, assistant au cours, qu'un Chinois égaré et un Allemand branché». Le manifeste s'ouvre sur un constat inquiétant: l'enseignement supérieur ne considère plus le soin apporté à la langue comme une priorité. Inquiétant parce que cela mène à un étiolement de la langue et à une dégradation de la qualité de la pensée. Le *globish*, «cette forme dépouillée de l'anglais qui possède une grammaire simple et comporte environ 1500 mots», écrase, comme langue du partage mondial des connaissances scientifiques, les nuances et la précision de la langue naturelle. La nuance, l'accès via la traduction aux découvertes scientifiques, une expression des connaissances liée à une culture ... tout cela disparaît. De plus, le néerlandais cesse également d'exister en tant que langue scientifique. Comme il s'avère déjà que des jeunes au début de leur parcours universitaire sont loin de maîtriser parfaitement le néerlandais, l'enseignement en anglais abâtardi ne va certainement pas améliorer leur aisance en ce domaine. Le mauvais anglais mal digéré gênera en outre bien des étudiants dans l'approfondissement effectif d'une matière plus ardue, c'est déjà le cas, à l'évidence.

Que l'enseignement en anglais soit la cause de pas mal de déperdition dans la transmission des connaissances, n'est néanmoins manifestement pas un obstacle pour les universités, du moins à voir avec quelle facilité le président Luyben évacue la question: «Certes, il y a perte d'information, mais c'est toujours le cas quand quelqu'un s'adresse à un groupe. Il existe heureusement beaucoup d'autres manières de transmettre de l'information».

Cette anglicisation est-elle bien, en fait, aussi utile qu'on le proclame de toute part? Pour bon nombre de métiers, une maîtrise excellente de la langue maternelle est précisément une première condition: dans l'administration publique, la justice, le monde médical, les médias, la politique, l'enseignement, etc. Si l'enseignement supérieur néglige cette plus-value sociétale qu'est une formation de qualité dans la langue mater-

nelle, n'est-ce pas ce fossé social notoire qui est alors creusé entre l'élite anglophone et le reste de la société, parlant sa langue maternelle? L'anglicisation de l'enseignement supérieur est la cause d'une ségrégation sociale dont les premières victimes sont les groupes de population immigrée et la couche inférieure dans son ensemble. Logiquement se pose alors la question: «Pourquoi attendons-nous de nos Néerlandais immigrés qu'ils parlent et écrivent le néerlandais, alors que nous n'y attachons plus d'importance pour ce qui concerne les professeurs de nos écoles supérieures et de nos universités? L'anglicisation de l'enseignement supérieur témoigne d'un mépris indécent pour la culture néerlandaise, rompt l'implication des institutions de savoir dans la vie sociale et va à l'encontre de l'intégration indispensable de la connaissance et de la société. La science qui perd le contact avec la collectivité perd sa légitimité et sa crédibilité. En plus, l'indifférence scandaleuse à l'égard des autres composantes du système éducatif, qui manifestement ne sont plus prises en compte, est exaspérante.

La conclusion du rapport est donc un bon coup de gueule contre la politique actuelle: «Si nous estimons qu'une bonne maîtrise de l'anglais est réellement importante pour notre enseignement supérieur, alors il serait judicieux d'opter pour une autre approche que l'actuelle anglicisation des matières enseignées. Pour commencer, nous devons veiller à ce que les étudiants possèdent parfaitement le néerlandais!»

La mondialisation qu'on invoque invariablement comme motivation de l'anglicisation actuelle est ici démasquée comme un globalisme régionaliste ne propageant qu'une suggestion de grandeur, mais faisant preuve, au-delà, d'un lamentable manque d'amour-propre et d'un souci du rendement à la petite semaine. Que de surcroît, la loi néerlandaise - qui, dans son article 7.2, dispose expressément que le néerlandais doit être la langue de l'enseignement - soit véritablement foulée aux pieds, n'est apparemment qu'un détail gênant. Le manifeste appelle donc à un débat sociétal de fond et le *TaalCollectief* formule déjà dix actions importantes qui doivent mener à une politique linguistique mûrement réfléchie, dans laquelle l'anglicisation est mise en balance avec l'obligation, essentielle, de prendre soin de la langue et de la culture néerlandaises. En vue de l'implication dans la société et de la formation de «citoyens critiques» qu'on est en droit d'attendre de l'enseignement supérieur, l'anglicisation actuelle, inconséquente, doit être reconsidérée.

Ce vibrant plaidoyer est le premier cri d'alarme motivé émanant des milieux universitaires eux-mêmes. Mais en attendant, il a tout de même fait du bruit au sein de la société. Dans le *NRC Handelsblad* du 20 juin 2015, Ad Verbrugge a publié une critique particulièrement cassante, mais pertinente, de l'anglicisation actuelle, qu'il estime «incroyablement stupide». Il argumente avec conviction qu'une université qui ambitionne réellement la diversité et la citoyenneté académique ne peut, sous le couvert de la mondialisation, faire du *globish* sa seule langue véhiculaire. Il termine son article avec la réflexion: «il ne faudra pas s'étonner que finalement le bon peuple aussi - le contribuable - n'ait plus grand respect pour la communauté académique» si «l'élite universitaire se préoccupe surtout d'elle-même - et brade pendant ce temps la culture néerlandaise».

La politique est finalement entrée aussi dans le débat. Le 14 juillet 2015, le député socialiste Jasper van Dijk a questionné le gouvernement sur l'anglicisation, à la suite du *Groot manifest*, parce que son parti se fait du souci quant à la qualité de l'enseignement

et craint une «élite intellectuelle isolée qui, au propre comme au figuré, ne parle plus la même langue que les gens». Mais, si nous écoutons la réponse lénifiante et creuse de la ministre de l'Éducation, Jet Bussemaker, la question reste bien de savoir si cette critique va conduire à une politique plus réfléchie. La ministre apaise les inquiets avec des banalités, en assurant qu'on veillera à la qualité de l'enseignement; elle «se félicite» de ce que les étudiants étrangers résidant pendant un certain temps aux Pays-Bas soient incités à apprendre un peu le néerlandais, mais ensuite elle retombe dans l'obsession néerlandaise du rendement en affirmant l'importance de l'offre de cours en anglais pour attirer davantage d'étudiants étrangers. Bref, le revirement ne semble pas près de se produire.

Ludo Beheydt

Ancien professeur ordinaire de civilisation et linguistique néerlandaises à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.

ludo.beheydt@skynet.be

Traduit du néerlandais par Marcel Harmignies.

37

Notes

- 1 Édité par la *Koninklijke Academie van Wetenschappen* (Académie royale des sciences des Pays-Bas) en 2003.
- 2 Paru chez Bert Bakker à Amsterdam.
- 3 *Beantwoording Kamervragen over Groot manifest der Nederlandse taal* (Réponse aux questions parlementaires sur le grand manifeste de la langue néerlandaise), séance du 14 juillet 2015.
Voir www.rijksoverheid.nl
- 4 CAREL J.J.M. STOLKER, «Een stem uit Leiden» (Une voix venue de Leyde), in *Neerlandia*, n° 1 / 2014, pp. 6-8.
- 5 AD VERBRUGGE, «Nederlands in het hoger onderwijs - en geen globish» (Le néerlandais dans l'enseignement supérieur - et pas le globish), in *NRCDEWEEK*, 29 juin 2015, pp. 14-15.
- 6 Accord de coopération intergouvernemental mis sur pied en 1980 par les autorités des Pays-Bas et de la Belgique pour une politique commune dans le domaine de la langue et des lettres néerlandaises.
- 7 *Manifest van het TaalCollectief. Een pleidooi voor een taalrenaissance in het hoger onderwijs van de 21^e eeuw - te beginnen met Nederlands* (Manifeste du collectif pour la langue néerlandaise. Un plaidoyer pour une renaissance linguistique dans l'enseignement supérieur du XXI^e siècle - à commencer par le néerlandais). Pdf 27 juin 2015, consulté en dernier lieu le 15 juillet 2015.